

MANQUE DE LITS DANS LES CENTRES D'HÉBERGEMENT

Arles et Tarascon sont les seules villes du Pays d'Arles à disposer de structures d'hébergement pour les publics en situation de vulnérabilité cherchant un endroit où dormir: familles, adultes isolés, femmes victimes de violences ou demandeurs d'asile. Avec un taux d'occupation élevé, ces structures font face à une forte demande qu'ils ne peuvent absorber.

Victimes de violences conjugales, manque de dispositifs

En ce qui concerne les personnes victimes de violence conjugales ou familiales en Paca, le rapport de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) recense près de 3 000 personnes ayant contacté le 115 en 2024 qui déclarent avoir été victimes de violences au cours de leur vie, soit environ 10 % de l'ensemble des appelants. Une solution d'hébergement a pu être trouvée dans 70% des cas (contre 75% en 2023).

Cependant, un diagnostic réalisé par la Fondation des femmes en 2019 dans trois centres d'hébergement d'urgence (CHU) parisiens nuance : « Une minorité seulement a pu être admise dans des structures spécialisées alors que la majorité a été orientée vers des structures généralistes ». Parmi les femmes interrogées, 17 % déclarent avoir subi des violences depuis leur arrivée au CHU : 6 % évoquent des violences conjugales, 9 % rapportent des agressions physiques, insultes ou menaces de la part d'hommes hébergés, et dans 2 % des cas, les auteurs des violences sont extérieurs au centre.

400 places en moins en Paca

En 2024, sur les 167 000 demandes d'hébergement d'urgence enregistrées en Paca, 75 % n'ont pas pu aboutir, contre 63% en 2023, selon une étude de la Dreets de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le nombre de nuits réalisées a également diminué de 4,5 %, en lien avec une baisse du parc d'hébergement, qui compte désormais environ 400 places de moins, selon le rapport.

74,5% des demandes n'aboutissent pas

Dans les Bouches-du-Rhône, 20 070 personnes ont sollicité une place en hébergement d'urgence. 13 750 personnes n'ont pas vu leur demande aboutir, soit 74,5 %. Dans 83 % des cas, le refus est lié au manque de places ou une capacité d'hébergement incompatible avec la taille du ménage.

Maison Copernic, Groupe SOS

Financé par l'État et le conseil départemental



1

CHS

Centre d'Hébergement de Stabilisation

✎ Majeurs isolés

Hébergement pendant 6 mois avec possibilité prolongement



URGENCE

2

CHUF

Centre Hébergement d'Urgence Familles

✎ Familles monoparentales d'au moins un enfant de moins de 3 ans, ou pour des femmes enceintes au-delà du 7^e mois de grossesse

Hébergement 6 mois avec possibilité prolongement



3

URGENCE

FSM

Dispositif d'hébergement pour Femmes sortant de maternité (FSM)

✎ Femmes enceintes ou sortant de maternité – et de leur(s) enfant(s)

Hébergement 6 mois avec possibilité prolongement



4

URGENCE

FVV

Le dispositif d'hébergement pour Femmes victimes de violences

Hébergement 6 mois avec possibilité prolongement



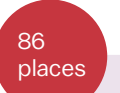
5

URGENCE

CHU

Centre d'hébergement d'urgence Personnes isolées majeures, couples ou familles

Hébergement pendant 3 mois avec possibilité prolongement



9

CADA

Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile

Hébergement sur le temps de procédure et 6 mois maximum une fois le statut acquis
Demande auprès de la préfecture Arles (Financé par l'État)

Plus de monde à la rue

Selon le même rapport, plus de deux personnes sur trois déclarent être à la rue au moment où la demande d'hébergement d'urgence est exprimée. Au niveau national, le nombre de sans-abri a plus que doublé en une décennie : en 2024, la Fondation pour le logement des défavorisés (anciennement fondation Abbé-Pierre), estime que 350 000 personnes sont sans domicile fixe en France, alors qu'en 2012, l'Insee en dénombrait 143 000. Selon un rapport du Sénat, de la Délégation aux droits des femmes, chaque soir, environ 3 000 femmes et près de 3 000 enfants passent la nuit à la rue en 2024.

À Arles, le Centre communal d'action sociale (CCAS) a recensé cette année une cinquantaine de personnes sans domicile fixe dans la ville. « *Le problème, c'est la départementalisation des places d'urgence : on a des personnes de Marseille dans les centres d'hébergement à Arles. C'est la réglementation du 115 : c'est au premier qui appelle* », explique le directeur général du CCAS, Corentin Imbert Preignac. Le collectif Les morts de la rue a recensé en 2024, sur la région Paca, 52 décès de personnes sans domicile fixe. Dans les Bouches-du-Rhône, 27 personnes sont mortes en situation de rue ou d'hébergement, dont deux hommes à Arles. Ces chiffres sont toutefois à interpréter avec précaution, car ils dépendent des signalements effectués sur le terrain par les partenaires institutionnels et associatifs. Et donc certainement incomplets.

Tarascon

2
Appt.



URGENCE

10

CHS

Centre d'hébergement de stabilisation

✳ Majeurs isolés

Hébergement pendant 6 mois avec possibilité prolongement
Maison Copernic, Groupe SOS

45
places



URGENCE

7

Le dispositif APVVI

Accueil de personnes victimes de violences
Femmes seules ou avec enfants.

Hébergement non limité dans le temps.
AMA Association maison d'accueil
Arles (Financé par l'État)

53
places



URGENCE

6

CHRS

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour les adultes isolés, des couples et des familles confrontés à des difficultés sociales ou liées au logement.

Hébergement non limité dans le temps.
AMA Association maison d'accueil
Arles (Financé par l'État)

26
places



8

Pension de famille

Accueil de personnes isolées, femmes victimes de violences

Hébergement non limité dans le temps.
ANEF Provence
Arles (Financé par l'État)



Taux d'occupation et nombre de places

URGENCE

Places en urgence



Dispositif SIAO via le 115

Arles